

d'un important ensemble de règlements et de politiques administrés par quelque 20 agences du gouvernement fédéral. Un investisseur étranger ne peut acheter une maison en Indiana, une ferme d'élevage du poulet au Connecticut ou une mine en Alaska. Au Royaume-Uni, la Commission des monopoles et des fusions a effectivement empêché certaines formes d'investissements étrangers. En Allemagne, l'État est intervenu de façon ponctuelle pour interdire la participation étrangère à nombre de ses industries. Ces restrictions à l'investissement étranger sont souvent subtiles, et sont pour la plupart appliquées depuis des décennies.

Grâce à sa Loi sur l'examen de l'investissement étranger, ce n'est que fort récemment que le Canada s'est doté de directives globales touchant l'investissement étranger. La Loi a été conçue pour permettre au gouvernement fédéral de revoir certaines formes d'investissement étranger direct afin de déterminer si ces investissements comportent des avantages importants pour le Canada. J'aimerais toutefois souligner que depuis sa création, l'Agence d'examen de l'investissement étranger a servi davantage de filtre que d'obstacle, et qu'elle ne pratique pas de discrimination quant au pays d'origine de l'investissement étranger. Ce qui est illustré par le fait que plus de 90% des demandes d'investissement étranger ont été approuvées.

La nécessité de contrôler le climat de l'investissement au Canada, tout comme dans de si nombreux pays, a largement découlé de la croissance des sociétés transnationales. S'agissant de la croissance et de l'influence de ces sociétés, je tiens à signaler que les transnationales ne me semblent ni des obstacles au développement économique, ni des saboteurs de la souveraineté nationale, au contraire de ce que voudraient nous faire croire leurs détracteurs. Je ne crois pas non plus qu'elles soient notre meilleur espoir de vaincre la pauvreté mondiale et d'établir une société globale, comme l'affirment leurs plus ardents défenseurs. Mais elles sont sans doute les entreprises les plus larges, les plus efficaces, les plus technologiquement avancées et les plus internationalement adaptables que nous ayons. À ce titre, elles peuvent apporter une contribution sensible au dialogue Nord-Sud.

Les sociétés transnationales comptent pour une part importante, et de plus en plus grande, de la production, de la recherche-développement, de l'emploi et du commerce mondiaux, et leurs gestionnaires allouent les capitaux et les ressources à une échelle globale. Les budgets d'exploitation annuels de nombre de transnationales dépassent ceux de la plupart des gouvernements du monde.